

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 27 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ARKEMA FRANCE – Acrylates lourds**

Établissement de Carling  
BP 61005  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_ARKEMA\_U400-U800\_2023-03-20\_RAPVI\_MCBK\_24659  
Code AIOT : 0006201061

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 de l'atelier Acrylates Lourds dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Établissement de Carling BP 61005 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 06/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA FRANCE
- Établissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold 2 unités de fabrication d'acrylates lourds au sein de l'UO "Acrylates" :

- U400 pour la fabrication d'acrylate de butyle (ABU) ;
- U800 pour la fabrication d'acrylate de 2-éthylhexyle (AE2OH).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Salle de contrôle	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 7.2.1 (partiel)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Caractéristiques et barrières de sécurité du réacteur G801	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.2 (partiel) + 7.4.6.2.a (partiel)	/	Sans objet
3	Percement du réacteur G403	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 2.6.1 (partiel)	/	Sans objet
4	Mode de recensement des événements et mode de filtre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-6 (partiel)	/	Sans objet
5	Suivi des défaillances de MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5 (partiel)	/	Sans objet
6	Déclaration et analyse des causes des événements	Code de l'environnement du 26/05/2014, article R. 512-69 (partiel)	/	Sans objet
7	Exploitation du retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-6 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 21 février 2023 a notamment porté sur :

- les dispositifs de protection de la salle de contrôle vis à vis des risques toxiques, d'incendie et de surpression ;
- les caractéristiques et barrières de sécurité du réacteur G801 ;
- le percement du réacteur G403 survenu le 8 février 2023 ;
- l'action nationale "retour d'expérience accidentel".

Lors de la visite du 21 février 2023 au sein de l'atelier "acrylates lourds", l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le bâtiment de la salle de contrôle abritant la salle de contrôle Acrylates est implanté et protégé vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et de surpression.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours :

- les justifications et/ou les mesures prises afin que le bâtiment abritant la salle de contrôle Acrylates soit implanté et protégé vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et de surpression ;
- la fréquence de vérification ainsi que le dernier rapport de contrôle de la mise en surpression et de la mise en mode sous-marin du bâtiment abritant la salle de contrôle Acrylates.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Salle de contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 7.2.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Le bâtiment de la salle de contrôle à partir duquel les installations de la filière Acrylates sont opérées est implanté et protégé vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion. [...]"
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 février 2023, l'inspection des installations classées a constaté : - que la fermeture des portes des sas d'accès au bâtiment abritant la salle de contrôle Acrylates est désactivée ; L'exploitant a indiqué que ce dispositif a été désactivé depuis le covid ; - que le bâtiment abritant la salle de contrôle Acrylates est en surpression ; - la présence de baromètre dans les sas d'accès au bâtiment. L'exploitant a présenté la fiche réflexe CLG.ACS.FRS.033 du 29 décembre 2016 indiquant de mettre le bâtiment Acrylates en recyclage d'air (arrêt de l'amenée d'air frais) en cas de fuite d'acroléine. Lors de la visite et par courriel du 1 <sup>er</sup> mars 2023, l'exploitant s'est engagé à transmettre : - les justifications et/ou les mesures prises afin que le bâtiment de la salle de contrôle Acrylates soit implanté et protégé vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et de surpression ; - la fréquence de vérification ainsi que le dernier rapport de contrôle de la mise en surpression et de la mise en mode sous-marin du bâtiment abritant la salle de contrôle Acrylates. Il est demandé à l'exploitant de transmettre ces éléments dans un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Caractéristiques et barrières de sécurité du réacteur G801

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 1.3.1.2 (partiel) + 7.4.6.2.a (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Barrières de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 1.3.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-280 du 6 décembre 2016</u> "Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'étude de dangers « Acrylates lourds » de juin 2018 ;</li><li>• la notice d'information du 18 juillet 2021 référencée 049/2021/L FLT susvisée ; et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et la notice d'information susmentionnées.</li></ul> En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et à la notice d'information susmentionnées. [...]"
<u>Étude de dangers de décembre 2018 "Acrylates lourds"</u>
<u>Article 7.4.6.2.a (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-280 du 6 décembre 2016</u>
<b>Constats :</b> Les constats relatifs aux caractéristiques et aux barrières de sécurité du réacteur G801 sont confidentiels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Percement du réacteur G403

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 2.6.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des incidents/accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] Les évènements ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces événements, les remèdes apportés et les actions engagées pour éviter le renouvellement d'un tel événement sont consignés dans un document."
<b>Constats :</b> Les constats relatifs au percement du réacteur G403 sont confidentiels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Mode de recensement des événements et mode de filtre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-6 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion des incidents/accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention. [...]"
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a expliqué l'organisation de détection et de remontée des incidents/accidents et a présenté la procédure CLG.QHSEI.PGE.04 du 4 juin 2020 relative à la gestion des événements. À chaque poste (matin, après-midi, nuit), chaque opérateur réalise un rapport de poste. Le chef de poste compile les informations et rédige un rapport de poste. Tous les matins en semaine a lieu un point quotidien d'exploitation en présence du chef de poste du matin, du responsable d'exploitation, du chef de maintenance, du responsable fabrication. Ce point permet de passer en revue les 3 derniers postes ou le lundi matin les postes du week-end et de définir les actions à mettre en œuvre. Chaque secteur (Acrylates, EAU, SAP) réalise un compte-rendu journalier d'exploitation qui est notamment diffusé au directeur, au responsable environnement, au responsable analyse des risques, au chef du SIR. L'inspection des installations classées a contrôlé sa mise en œuvre par sondage : - percement du réacteur G803 en février 2023 ; - défaillance d'une MMR LSH 441-5 en novembre 2022
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Suivi des défaillances de MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion des incidents/accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et / ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. [...] À l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]"
<b>Constats :</b> Les constats relatifs au suivi des défaillances de MMR sont confidentiels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Déclaration et analyse des causes des événements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/05/2014, article R. 512-69 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion des incidents/accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]"
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a présenté la procédure de gestion des événements CLG.QHSEI.PGE.04 du 4 juin 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Exploitation du retour d'expérience

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-6 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion des incidents/accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. [...]"
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 février 2023, l'exploitant a indiqué partager le retour d'expérience : <ul style="list-style-type: none"><li>- au sein du site Arkema de Saint-Avoid ;</li><li>- au sein du groupe Arkema où tous les évènements survenus sont consignés dans une base de données du groupe ;</li><li>- au sein de la fédération France Chimie.</li></ul> Lors du réexamen quinquennal de l'étude de dangers de chaque atelier, l'exploitant recense : <ul style="list-style-type: none"><li>- les détériorations d'équipements ;</li><li>- les fuites ;</li><li>- la maintenance de MMRI.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet